

Les Basques disent Ã un constructeur ferroviaire de se retirer du tramway dâ??IsraÃ«l de lâ??apartheid

Description

Par Ali Abunimah, 27 fÃ©vrier 2020



Les manifestants au Pays Basque sont dÃ©terminÃ©s Ã faire cesser le rÃ´le du constructeur ferroviaire CAF dans le tramway de JÃ©rusalem qui relie des colonies illÃ©gales sur la terre palestinienne occupÃ©e (BDS Euskal Herria).

Plus de 70 partis politiques, syndicats et autres groupes du Pays Basque ont signÃ© une dÃ©claration exigeant que le constructeur ferroviaire CAF se retire dâ??un projet de colonisation massive en Cisjordanie occupÃ©e.

CAF, qui est basÃ© dans la rÃ©gion autonome basque dâ??Espagne, est membre du consortium choisi par IsraÃ«l pour lâ??extension du tramway de JÃ©rusalem.

Les groupes disent que cette ligne Ã« enracine lâ??apartheid israÃ©lien Ã» et exigent que CAF Ã« se plie au droit international, se retire du projet de tram de JÃ©rusalem et ainsi de sa complicitÃ© dans lâ??occupation de la Palestine Ã».

Le projet dâ??extension de 2 milliards de dollars (1,8 milliards â?-) est essentiel dans lâ??effort que fait IsraÃ«l pour consolider lâ??emprise de ses Ã©tablissements coloniaux autour de JÃ©rusalem ; ce projet est vu par les Palestiniens comme un symbole de lâ??occupation et de lâ??oppression exercÃ©es sur eux.

La construction de colonies dans un territoire occupÃ© est un crime de guerre.

Le bureau de la procureure de la Cour PÃ©nale Internationale a rÃ©cemment recommandÃ© une enquÃªte officielle sur les crimes de guerre dont IsraÃ«l est suspectÃ©, les colonies en faisant partie.

Des firmes internationales majeures se sont retirÃ©es du processus dâ??appel dâ??offres pour lâ??extension de la ligne de tram, dans le contexte de critiques croissantes Ã lâ??aide quâ??ils allaient apporter aux crimes internationaux dâ??IsraÃ«l, sâ??en faisant complices. Ce sont notamment le Canadien Bombardier, lâ??Australien Macquarie et lâ??Allemand Siemens.

Le FranÃ§ais Alstom sâ??est aussi retirÃ© aprÃ¨s avoir conclu que sâ??engager dans le tramway colonial porterait atteinte aux droits humains et serait illÃ©gal.

En 2015, Veolia, une entreprise franÃ§aise du domaine des infrastructures a aussi Ã©tÃ© forcÃ©e de cesser de jouer le rÃ´le quâ??elle tenait depuis longtemps dans le tram colonial, aprÃ¨s une campagne

internationale soutenue.

Mais CAF, avec son partenaire israélien, l'entreprise de construction Shapir, est resté dans la course et a gagné le contrat du projet d'extension.

Shapir figure sur la liste récemment publiée par l'ONU des compagnies complices de la colonisation illégale d'Israël sur la terre palestinienne.

Noter que les travailleurs de CAF se sont constamment opposés à l'engagement dans le projet.

Sept syndicats se sont joints au grand nombre de partis et de groupes de défense de la justice sociale et environnementale qui appuient la demande faite à CAF de se retirer.

« Le fait que plus de 70 organisations très diverses de la société civile ont signé notre déclaration montre à quel point le consensus est fort au Pays Basque pour que CAF mette fin à sa complicité avec les crimes de guerre d'Israël dans le territoire palestinien occupé » a dit Ester Muñoz de la coalition CAF Descends du Train de l'Apartheid d'Israël.

« Nous ne cesserons pas jusqu'à ce que CAF se retire du train de l'apartheid d'Israël ».

L'Espagne a également condamné les colonies israéliennes, les qualifiant de « illégales en droit international ».

En janvier, le Parti socialiste d'Espagne a formé une coalition de gouvernement avec le parti de gauche Podemos.

Le nouveau gouvernement doit aller au-delà d'une condamnation verbale des crimes d'Israël en s'engageant dans une action effective. Insister pour que CAF se retire du projet de tram de Jérusalem enverrait le bon signal.

Traduction : SF pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)

date créée

2020/03/02